

La World Peace Foundation est une fondation exclusivement affiliée à la Fletcher School de l'Université Tufts qui a pour objectif d'assurer un leadership intellectuel sur les questions relatives à la paix, à la justice, et à la sécurité. Nous sommes convaincus qu'une recherche et un enseignement innovants sont essentiels pour relever les défis permettant d'amener la paix dans le monde. Nous sommes également convaincus que cette recherche et cet enseignement devraient aller de pair avec le plaidoyer et l'engagement pratique pour répondre aux questions les plus épineuses. Afin de répondre à la violence organisée qui sévit aujourd'hui, nous avons non seulement besoin de nouveaux instruments et de nouveaux outils, mais également d'une nouvelle vision de la paix. Notre défi est donc de réinventer la paix.

Dr. Samuel Perlo-Freeman est coordinateur de recherches pour la Campagne contre le commerce des armes basée au Royaume-Uni et s'intéresse particulièrement aux dépenses militaires du Royaume-Uni et à ses exportations d'armes. Il est Fellow à la World Peace Foundation et a dirigé le projet qui a conduit à l'élaboration du Compendium of Arms Trade Corruption, qui détaille 38 cas de corruption dans le commerce des armes. Il a été chercheur senior à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm de 2007 à 2016, période pendant laquelle il a travaillé sur les bases de données de SIPRI sur les dépenses militaires, sur l'industrie de l'armement, et sur le commerce des armes. Il est docteur en mathématiques et en économie, et est l'auteur de nombreuses publications au sujet des dépenses militaires, de l'industrie de l'armement, du commerce des armes, de l'économie de la défense et de la paix, du développement économique, et des mathématiques.

Consultez le rapport complet, *Business as Usual: How major weapons exporters arm the world's conflicts* sur notre site internet : www.worldpeacefoundation.org

Maintien du statu quo: Comment les grands exportateurs d'armes alimentent les conflits dans le monde

SAM PERLO-FREEMAN

L'impact néfaste des transferts d'armes sur les conflits a été bien documenté par les militants, les ONG humanitaires et les Nations unies¹. En outre, les chercheurs ont établi que les transferts d'armes vers un État augmentent la probabilité que des conflits éclatent et que, une fois commencés, ils les prolongent et les rendent plus meurtriers.

Conscients de ces dangereux effets, au cours des dernières décennies, les décideurs politiques se sont engagés à prendre un ensemble de mesures visant à contrôler les exportations d'armes. Ces contrôles visaient en particulier à limiter les ventes lorsque les conflits entraînent des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Dans les années qui ont suivi, de vifs débats ont eu lieu sur l'opportunité de poursuivre les ventes dans un certain nombre de cas particuliers, mais aucune évaluation approfondie de la répercussion globale des politiques conçues pour réduire les ventes d'armes aux pays impliqués dans des conflits n'a été menée.

Cette recherche fournit la première analyse internationale de l'impact d'un conflit dans un État destinataire, ou impliquant celui-ci, sur la propension des exportateurs de lui fournir des armes. Elle examine les onze principaux fournisseurs d'armes au niveau mondial sur la décennie allant de 2009 à 2018². Classés par volume de transfert d'armes conventionnelles majeures, ces principaux vendeurs d'armes dans le monde sont les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France, la Chine, le Royaume-Uni, l'Espagne, Israël, l'Italie, les Pays-Bas et l'Ukraine. Ces pays mettent en œuvre des politiques très différentes en matière d'exportations d'armement mais les données empiriques sont, pour l'essentiel, étonnamment similaires.

1 E.g. <https://www.cato.org/publications/policy-analysis/risky-business-role-arms-sales-us-foreign-policy>; <https://controlarms.org/wp-content/uploads/2018/03/act300112008en.pdf>; <https://policy-practice.oxfam.org/resources/africas-missing-billions-international-arms-flows-and-the-cost-of-conflict-123908/>; <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC139041/>; https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2019_1011.pdf.

2 Les méthodologies sont les suivantes : Premièrement, une juxtaposition directe des ventes d'armes et des données sur les conflits (du SIPRI), qui a révélé de nombreux exemples de grands producteurs d'armes continuant à fournir des armes aux destinataires engagés dans des conflits armés majeurs. Deuxièmement, une analyse de régression statistique pour chaque exportateur entre 1990 et 2018, contrôlée pour une gamme de facteurs pertinents relatifs à l'offre et à la demande.

Principales conclusions

- 1 Il existe très peu de preuves que les guerres ou conflits armés conduisent à une restriction des transferts d'armes par les principaux exportateurs, indépendamment de ce que leurs politiques affichées suggèrent.** Tous les grands exportateurs d'armement ont fourni des volumes importants d'armes dans le cadre d'au moins certaines des guerres du 21^{ème} siècle.
- 2 Il n'y a pas de cas précisément identifié dans lequel le déclenchement d'une guerre a entraîné l'arrêt des ventes d'armes par un grand exportateur.** Dans les cas où les exportateurs n'ont pas fourni d'armes dans le cadre d'une guerre, le ou les destinataires étaient généralement des pays plus petits et plus pauvres où la demande d'armes est plus faible (cas à « faibles enjeux »), même en temps de guerre. Des facteurs clairement politiques prévalent également dans certains cas, par exemple lorsque le fournisseur et le destinataire avaient une relation défavorable, ou lorsque le destinataire était considéré par les fournisseurs (occidentaux) comme un « paria » bien avant le déclenchement de la guerre (par exemple l'Iran et la Syrie).
- 3 Il existe certaines différences entre les onze principaux exportateurs d'armement évoqués dans le présent rapport: la Russie a fourni des armes au plus grand nombre de guerres ; et l'Ukraine, le plus petit des exportateurs, a fourni des armes dans le cadre d'un nombre significatif de conflits par rapport au niveau global de ses exportations d'armement. Toutefois, la différence entre ces pays et les fournisseurs américains et d'Europe occidentale est relativement modeste.**
- 4 Pour certains exportateurs (la Russie, la France, Israël, l'Espagne et les Pays-Bas), les conflits semblent entraîner une plus grande probabilité de transferts d'armes.** Dans le cas des sept autres, leur impact est peu ou prou insignifiant, dans un sens ou dans l'autre.
- 5 Plutôt que l'existence d'un conflit, les facteurs relatifs à la demande d'un pays importateur donné – PIB, dépenses militaires, et achats d'armement en général – sont les éléments les plus déterminants dans le choix d'un pays exportateur de fournir des armes à ce pays ou non.**
- 6 Les exportateurs américains et européens font parfois preuve d'une modération sélective dans des situations à « faibles enjeux », notamment lorsqu'ils ont imposé des embargos sur les armes en réaction directe à un conflit ou à une situation de répression. Il s'agit le plus souvent de cas où les opportunités de vente étaient de toute façon limitées.**
- 7 L'existence d'une relation de commerce d'armes déjà bien établie entre deux pays est l'un des facteurs les plus décisifs pour déterminer si des transferts d'armes sont susceptibles d'avoir lieu à l'avenir entre un pays fournisseur et un pays destinataire, indépendamment de si ce dernier se trouve en situation de conflit à un moment donné.**

En résumé, **il existe peu ou pas de preuves que la participation à une guerre ou à un conflit armé réduise la probabilité qu'un pays reçoive des armes de l'un des principaux pays exportateurs.** Dans la grande majorité des cas, l'absence de transfert d'armes à une partie au conflit semble être plus vraisemblablement liée à une demande limitée ou à un plus large éventail de facteurs politiques souvent antérieurs au conflit en lui-même. Ainsi, les exportateurs n'ont généralement fait preuve de modération que dans les cas à « faibles enjeux », dans lesquels le potentiel de vente était de toute façon limité.

Ce rapport s'inscrit dans une série d'études conduites par le programme de recherche de la World Peace Foundation intitulé « Industries de défense, politique étrangère et conflits armés », financé par la Carnegie Corporation de New York. Il n'a pas pour objectif d'évaluer les raisons pour lesquelles des armes ont été fournies à des pays où des conflits avaient lieu en dépit des politiques clairement affichées par certains exportateurs contre l'exportation d'armes susceptibles d'exacerber les conflits ou d'entraîner des violations du droit international humanitaire. L'analyse détaillée de cette question sera effectuée lors de la prochaine étape du projet, comprenant des études de cas sur les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Ces études de cas analyseront les facteurs susceptibles d'influencer les processus décisionnels en matière d'exportation d'armes, notamment les relations entre les gouvernements et les intérêts de l'industrie de défense, l'opinion publique, et les considérations de politique étrangère.

Support for this publication was provided in part by a grant from Carnegie Corporation of New York.